

« Toulouse Capitole Publications » est l'archive institutionnelle de  
l'Université Toulouse 1 Capitole.

*LES DILIGENCES DE L'ASSUREUR DE PROTECTION JURIDIQUE*

DIDIER KRAJESKI

Référence de publication : LEDA mars 2017, n° 110h7, p. 2

Pour toute question sur Toulouse Capitole Publications,  
contacter [portail-publi@ut-capitole.fr](mailto:portail-publi@ut-capitole.fr)

## *LES DILIGENCES DE L'ASSUREUR DE PROTECTION JURIDIQUE*

L'assureur de protection juridique doit fournir à son assuré des informations sur les moyens de sauvegarder ses intérêts et sur ses possibilités d'action.

Cass. 2e civ., 5 janv. 2017, no 15-25644

Une personne fait effectuer des travaux de rénovation dans un bâtiment destiné à la location. Elle bénéficie d'une assurance multirisques comportant notamment des prestations d'assurance protection juridique fournies par un autre assureur. Une réception des travaux intervient et, plus de 8 ans plus tard, des fissures apparaissent. L'assureur de protection juridique, informé de la situation, fait désigner un expert puis décide de confier le dossier à une avocate. Une entreprise ayant réalisé certains travaux est mise en cause moins de 10 ans après la réception, tandis que le maître d'œuvre est assigné plus de 10 ans après celle-ci. L'assurée recherche la responsabilité de l'avocate et de l'assureur de protection juridique. Les juges du fond retiennent la responsabilité des deux personnes poursuivies. Le pourvoi formé contre l'arrêt est rejeté.

Le présent arrêt est à signaler en raison du fait qu'il s'inscrit dans la continuité d'une autre décision rendue par la Cour de cassation relativement à la responsabilité de l'assureur de protection juridique concernant les prestations qu'il fournit (Cass. 2e civ., 17 févr. 2011, n° 10-11571 : cette Revue 2011, n° 4, p. 4). Car, il faut le souligner, l'assureur de protection juridique fournit souvent les moyens financiers et matériels à son assuré afin d'assurer sa défense pour les différends et litiges prévus par le contrat auxquels il se trouve confronté. En particulier, le contrat « met à la charge de [l'assureur] une obligation de conseil portant « sur l'organisation des moyens propres à sauvegarder les intérêts de l'assuré ou sur l'étendue de ses possibilités d'action » ». Il engage sa responsabilité contractuelle si les conseils donnés ne sont pas pertinents. En l'occurrence, il aurait fallu alerter l'assurée de l'urgence à assigner le maître d'œuvre avant l'écoulement du délai décennal.

Deux éléments doivent être soulignés dans l'espèce. D'abord, la présence d'une avocate n'exonère en rien l'assureur de sa responsabilité. C'est assez logique dans la mesure où celle-ci intervient après que l'assureur a lui-même été alerté. Son rôle est alors justement d'envisager les mesures urgentes. Par ailleurs, l'assureur se voit ici condamné solidairement à assumer, au titre d'une perte de chance, 95 % des indemnités auxquelles le maître d'œuvre aurait pu être condamné. Le manquement aux obligations contractuelles se paie chèrement.